

Retraite à 60 ans

ON NE LACHERA PAS

rendez-vous le 23 septembre

Alors qu'une majorité de Françaises et de Français n'en veulent pas, Sarkozy et les députés UMP ont utilisé la force pour faire passer à l'Assemblée nationale leur « réforme » sur les retraites. La droite, le MEDEF et même le Front national sautent de joie. A l'inverse, les syndicats unis sont déterminés à faire céder le gouvernement. « Le débat ne s'arrête pas avec le vote de l'Assemblée nationale » précise François Chérèque, secrétaire général de la CFDT. « Sur la retraite à 60 ans, nous irons jusqu'au bout » déclare Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT. Le 23 septembre, journée nationale de grèves et des manifestations, comptera pour imposer le droit à la retraite à 60 ans à taux plein.

64% désapprouvent le report de l'âge légal à la retraite

68% estiment que le projet retraite du gouvernement n'est ni juste, ni efficace

70% trouvent justifié l'appel à la grève et à la manifestation du 23 septembre

PARTICIPEZ
le 23 SEPTEMBRE



Non au recul de société !

Retraite à 62 ans (à 67 ans à taux plein) c'est nos vies qui seraient mises à mal. L'objectif de la droite ? Mettre en cause notre système de solidarité entre actifs et retraités hérité de la Libération et livrer à la haute finance la manne que représente le marché de l'assurance-vieillesse.

Pourtant, l'allongement de la durée de vie en bonne santé devrait être considéré comme la chance d'une nouvelle période de vie sécurisée et les moyens existent pour financer une bonne retraite à 60ans pour tous.

Retraites : rien n'est joué

Le débat parlementaire n'est pas fini, il se poursuit au Sénat. Et comme le dit Pierre Laurent, secrétaire national du PCF : « Ce qui a été fait peut être défait. Nous y sommes déjà parvenus en 2006 quand nous avons obligé le pouvoir à reculer sur le contrat première embauche (CPE) après son adoption à l'Assemblée nationale ».

Le 23 septembre, des millions de salarié-es seront mobilisés pour se faire entendre et respecter.

Les solutions existent

Le PCF apporte son soutien et participera avec l'ensemble de ses élus aux grandes manifestations du 23 septembre. Il entend faire échec au projet gouvernemental, qui ne sert que le capital. C'est le

sens de la proposition de loi des parlementaires communistes et du PG, garantissant le financement de la retraite à 60 ans à taux plein. **Plus de 200 000 citoyen-nes ont signé cet été une pétition pour la soutenir.** Trois grands axes à cette proposition:

1. Désintoxiquer notre économie de la finance en créant une **cotisation des revenus financiers des entreprises et des banques** à un taux de 9,9% = 30 milliards de recettes supplémentaires

2. Favoriser l'emploi et les salaires, bases du financement des retraites,

- en instaurant une **modulation des cotisations patronales**: leur taux serait d'autant plus augmenté que les entreprises joueraient contre l'emploi, les qualifications, les salaires = au moins 25 milliards de recettes supplémentaires en supprimant les exonérations de cotisations sociales patronales (30 milliards d'euro) et en affectant cet argent à stimuler le crédit pour les investissements créateurs d'emploi

3. Promouvoir la justice sociale en supprimant le bouclier fiscal et en augmentant les contributions des revenus issus de l'intéressement, des bonus et stock-options

« La décision du président de l'Assemblée nationale - sur ordre de l'Élysée - d'interrompre les débats parlementaires est d'une extrême gravité. C'est un coup de force inacceptable contre le parlement, seul habilité par notre constitution à faire la loi.

Le président de la République ne respecte plus rien. Syndicats, salariés, électeurs, parlementaires, parlement européen, ONU, liberté de la presse... L'abus de pouvoir est permanent.

Où s'arrêtera la dérive monarchique de Nicolas Sarkozy qui se considère désormais au dessus des lois?

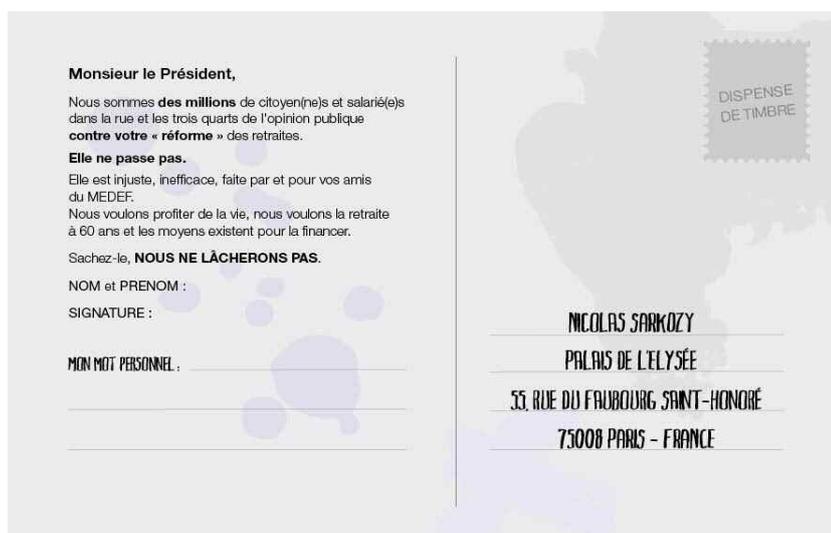
La mobilisation doit s'amplifier pour ramener l'Élysée et le gouvernement à la raison. Le déni démocratique doit cesser. L'exigence du pays de maintenir le droit à la retraite à 60 ans doit être entendue.

Pierre LAURENT
secrétaire national du PCF



UNE CARTE POSTALE à SARKOZY

« Assez Sarko, nous ne lâcherons pas », c'est le texte de la carte éditée par le PCF. Sarkozy en a déjà reçu 45 000. Puisque c'est gratuit d'écrire à l'Élysée, profitons-en !



**Pour défendre mon avenir.
Pour construire une société nouvelle de partage des pouvoirs
des savoirs et des richesses, j'adhère au PCF**



280 rue de Lyon 13015 Marseille - 04 95 05 10 10 - contact@bdr13.pcf.fr - www.bdr13.pcf.fr